

Nouvelles du Réseau

Numéro 17

Réseau juridique canadien VIH/sida

Septembre 2004

Joanne Csete prendra le relais à la direction générale du Réseau

Activisme à AIDS 2004 2

Les utilisateurs de
drogue et les détenus
ont aussi des droits! 2

Le Thai Drug Users'
Network reçoit le Prix
international de l'action 3

Plaidoyer conjoint des
militants pour les traite-
ments, microbicides et
vaccins anti-VIH 3

La lutte pour le droit à la
vie privée 4

À l'interne 4

Nouvelles ressources 4

Le Réseau juridique canadien VIH/sida aura le plaisir d'accueillir Joanne Csete comme nouvelle directrice générale à compter du 1^{er} novembre 2004.

Plusieurs membres du Réseau connaissent Joanne pour la finesse, la passion et le dévouement qu'elle a apportés au conseil d'administration depuis deux ans. Son étroite collaboration avec le conseil et le directeur général actuel du Réseau, Ralf Jürgens, lui assurera une transition en douceur vers ses nouvelles fonctions. Pour faciliter le processus, Ralf demeurera en poste jusqu'à la fin octobre.

« J'ai hâte à ce privilège – et à l'aventure – de travailler avec les remarquables employés, membres du conseil d'administration et membres du Réseau, note Joanne. Je souhaite vivement que même si nous perdons le leadership exceptionnel de Ralf, le Réseau juridique en conservera le courage et l'intégrité qui font le sceau de son travail. Ce n'est pas une mince entreprise, que de lui succéder! »

Joanne quittera son poste de directrice du programme sur le VIH/sida et les droits de la personne de Human Rights Watch (HRW), où elle supervisait la recherche et la défense des droits et intérêts en lien avec une vaste gamme de violations des droits humains dans le contexte du VIH/sida. Ce programme a joué un rôle crucial dans la défense et la promotion des droits humains de femmes et de filles, d'utilisateurs de drogue et d'enfants à travers le monde. Avant cet emploi, Joanne a été directrice des politiques et programmes au Bureau régional de l'UNICEF pour l'Est et le Sud de l'Afrique, à Nairobi, où elle a travaillé aux politiques et programmes de l'UNICEF sur le sida. En outre, elle a vécu et travaillé plus de dix ans en Afrique, principalement pour des programmes de santé publique et de nutrition, notamment au Rwanda, au Burundi et en République démocratique du Congo. Elle détient un diplôme de premier cycle en économie de l'Université Princeton, une maîtrise en santé publique de l'Université Columbia et un doctorat en santé publique et nutrition de l'Université Cornell.

Joignez-vous à nous pour accueillir Joanne à son nouveau poste. « C'est un rêve qui se réalise », souligne Ralf Jürgens. « Le Réseau, ses membres et la lutte contre le VIH/sida et pour les droits humains bénéficieront à coup sûr du leadership, de l'énergie et de l'expertise de cette nouvelle directrice générale. »



ACTIVISME À AIDS 2004



Dans le cadre de son engagement à promouvoir des réponses au VIH/sida qui soient fondées sur les droits humains, au Canada et dans le monde, le Réseau juridique a participé activement à la XV^e Conférence internationale sur le sida tenue en juillet à Bangkok, Thaïlande. Il était particulièrement important de faire valoir les questions de droits humains, vu la relative absence de séances formelles consacrées aux préoccupations juridiques, éthiques et de droits humains lors de cette conférence. Les activités du Réseau ont inclus 10 présentations par affiches et deux exposés de Glenn Betteridge et Ralf Jürgens sur les programmes d'échange de seringues en prison et sur le travail du Réseau pour aider à l'introduction de mesures de réduction des méfaits dans les prisons de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Notre kiosque d'information dans le salon d'exposition des ONG a permis à des délégués des quatre coins du monde de consulter nos publications et d'en apprendre davantage sur notre travail.



Des manifestants critiquent le slogan de la conférence « Access for All » (Accès pour tous)

Un compte-rendu des exposés de la Conférence les plus pertinents aux enjeux de droit, d'éthique et de droits de la personne paraîtra au début de 2005 dans une édition spéciale de la *Revue canadienne VIH/sida et droit*. Les exposés et présentations du Réseau sont déjà accessibles à www.aidslaw.ca/bangkok2004/f-participation.htm

Les utilisateurs de drogues et les détenus ont aussi des droits!

Plus de 110 individus de partout au monde ont participé à la conférence satellite *Droits humains dans l'exclusion : le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et le droit*, organisée par le Réseau à la veille de la XV^e Conférence internationale sur le sida. Dans un puissant discours programme, Paisan Suwonawong, membre fondateur du Thai Drug Users' Network, a décrit des violations décou-

lant de l'infâme « guerre à la drogue » de la Thaïlande ainsi que les défis et succès d'utilisateurs de drogue qui s'y organisent. Des panélistes de pays industrialisés et en développement ont examiné de graves problèmes de droits humains que rencontrent les utilisateurs de drogue et les détenus dans le contexte de l'épidémie du VIH/sida, puis formulé des recommandations de domaines prioritaires pour l'action. Les participants ont commenté deux ébauches de documents de fond relativement aux détenus, à l'injection de drogue et aux droits de la personne; et ils ont profité d'ateliers qui ont servi de tribunes additionnelles pour accroître leurs capacités et identifier des stratégies de plaidoyer et des opportunités de collaboration.

Les commentaires sur la rencontre satellite sont positifs. Un participant a souligné que « seulement quelques programmes, institutions ou ONG abordent les questions liées au VIH/sida dans une perspective juridique et de droits humains. Merci! ».

Des versions révisées des documents de fond présentés à Bangkok ainsi que le compte-rendu de la conférence satellite seront publiés à l'automne. Les ébauches de documents sont accessibles à www.aidslaw.ca/bangkok2004/f-bangkok2004.htm

Cette conférence satellite a été organisée par le Réseau juridique en collaboration avec la Lawyers Collective HIV/AIDS Unit (Inde), l'International Harm Reduction Development et le Thai Drug Users Network, et co-parrainée par l'ONUSIDA. Elle a été financée par l'ONUSIDA, l'International Harm Reduction Development Program, la Direction des Affaires internationales de Santé Canada et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

(suite en page 3)

© 2004 Réseau juridique canadien VIH/sida. *Nouvelles du Réseau* sert à tenir les lecteurs informés des activités du Réseau juridique canadien VIH/sida. Le Réseau encourage la diffusion de l'information contenue dans cette publication. La permission de reproduire ce matériel sera accordée à condition que l'origine et la source en soient mentionnées.

Rédaction : Elana Wright
Mise en page : Mélanie Paul-Hus
Illustrations : Marc Fraser, Peter Dimakos

Traduction : Josée Dussault
Collaborateurs : Thomas Haig, Ralf Jürgens, Richard Elliott

Financé par Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne VIH/sida. Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de Santé Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida
 417, rue Saint-Pierre, bureau 408
 Montréal (Québec) H2Y 2M4
 Tél : 514 397-6828 Téléc : 514 397-8570
www.aidslaw.ca info@aidslaw.ca

ISSN 1488-0997

Le Réseau juridique canadien VIH/sida est un organisme de charité faisant la promotion du respect des droits humains des personnes vivant avec ou vulnérables au VIH/sida, au Canada et dans le monde. L'engagement du Réseau s'exprime par la recherche et l'analyse de politiques, la défense des droits, l'éducation et la mobilisation communautaire.



AIDS 2004 *(suite de la page 2)*

Le Thai Drug Users' Network reçoit le Prix international de l'Action contre le VIH/sida 2004

Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la XV^e Conférence internationale sur le sida, à Bangkok, le Réseau juridique et Human Rights Watch ont décerné le Prix international de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains de 2004 au **Thai Drug Users' Network (TDN)**. Le TDN a travaillé à protéger les droits humains des utilisateurs de drogue, en Thaïlande, même dans une période de brutale répression antidrogue qui a déjà fait quelque 3 000 morts. Fondé en 2002, cet organisme travaille, avec peu de ressources, à aider les utilisateurs de drogue de partout au pays à se protéger contre le VIH et d'autres infections transmissibles par le sang. Il a organisé des manifestations pacifiques qui ont attiré une attention nationale et mondiale sur les abus de l'État contre ces personnes.

Les Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains sont présentés annuellement à un récipiendaire canadien et un récipiendaire international. Paisan Suwannawong et Karyn Kaplan, représentants du TDN, participeront à la cérémonie de remise des Prix qui se déroulera à l'ouverture de l'assemblée générale annuelle du Réseau juridique, à Montréal, le 10 septembre 2004. (Le récipiendaire canadien sera aussi annoncé à cette occasion).

Le Réseau a récemment écrit au ministre canadien des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, ainsi qu'à la ministre de la Coopération internationale, Aileen Carroll, pour exprimer ses préoccupations persistantes à l'égard de la sécurité des membres du TDN et des utilisateurs de drogue thaïlandais en général, et pour exhorter le gouvernement du Canada à s'assurer que leurs droits humains soient respectés.

Pour information sur le TDN et les Prix :
www.aidslaw.ca/francais/Contenu/prix.htm#2004



Plaidoyer conjoint des militants pour les microbicides, traitements et vaccin anti-VIH

Devant l'émergence rapide de mouvements activistes distincts pour les microbicides, les traitements et les vaccins anti-VIH, il est de plus en plus important d'éviter le piège de promouvoir la prévention au détriment des traitements, et vice-versa.

Dans ce contexte, des représentants de chaque mouvement se sont unis pour lancer conjointement un *Énoncé d'engagement* et un *Plan d'action* en 12 points, à l'occasion de la XV^e Conférence internationale sur le sida à Bangkok. Visant la coordination des efforts de plaidoyer dans des domaines d'intérêt commun, l'*Énoncé d'engagement* et le *Plan d'action* exhortent les gouvernements, l'industrie et les organismes de la société civile à une action concertée pour améliorer les soins de santé dans les pays à faible et moyen revenu; accélérer la recherche et le développement de produits thérapeutiques et préventifs, dans les secteurs public et privé; et assurer un accès élargi à ces produits.

On a présenté ces documents devant plus de 30 journalistes, lors d'une conférence de presse organisée par le Réseau juridique où ont pris la parole Richard Elliott, directeur des politiques et de la recherche légale du Réseau, ainsi que des représentants de l'AIDS Law Project d'Afrique du Sud, de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), de la Campagne mondiale pour des microbicides et de l'ONUSIDA. Le lendemain, en partenariat avec le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO), nous avons tenu un atelier de formation mutuelle à l'intention des militants des trois mouvements.

Cet appel à l'action est l'aboutissement d'un projet dirigé par le Réseau juridique depuis deux ans. Une campagne est en cours pour recueillir d'autres appuis à l'*Énoncé d'engagement*, auprès d'organismes de la société civile des quatre coins du monde. Pour information :
www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vaccins.htm#mtv

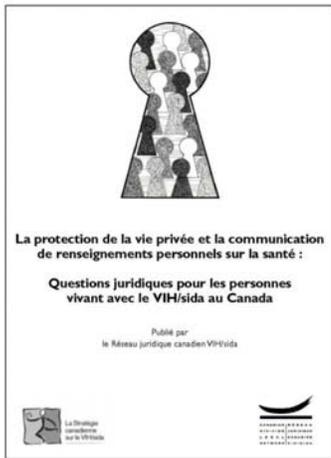
Plaidoyer conjoint en matière de traitements, microbicides et vaccins contre le VIH/sida

Énoncé d'engagement



Appuyez cet appel à une réponse mondiale complete et efficace au VIH/sida

Pour signaler l'appui de votre organisme, contacter
 Elana Wright
 (514) 397-6828 poste 259
ewright@aidslaw.ca



Des exemplaires imprimés peuvent être commandés auprès du Centre canadien d'information sur le VIH/sida, (613) 725-3434 ou 1-877-999-7740 (sans frais au Canada) courriel : aidssida@cpha.ca; site Internet : www.aidssida.cpha.ca

La lutte pour le droit à la vie privée

Les personnes vivant avec le VIH/sida se heurtent souvent à de la discrimination qui découle de divulgations non autorisées de leur séropositivité. Le respect de la vie privée et de la confidentialité est crucial au dépistage précoce des maladies ainsi qu'à leur traitement adéquat. Pour rehausser la sensibilisation aux questions juridiques et éthiques liées à la vie privée dans le contexte du VIH/sida, le Réseau a publié un rapport détaillé et une série de sept feuillets d'information sur *La protection de la vie privée et la communication des renseignements personnels sur la santé – Questions juridiques pour les personnes vivant avec le VIH/sida au Canada*.

Ce rapport se concentre sur trois principales préoccupations : (1) le manque de mesures adéquates et efficaces, en droit canadien, pour

protéger le droit des personnes vivant avec le VIH/sida au respect de la confidentialité des renseignements sur leur santé; (2) les dispositions législatives qui autorisent à communiquer des renseignements médicaux d'une personne sans son consentement; et (3) le caractère inadéquat des recours prévus par les lois concernant le non-respect de la confidentialité.

Le rapport et les feuillets seront transmis à un grand nombre d'individus et d'organismes œuvrant dans des domaines liés à la protection de la confidentialité des renseignements médicaux, ainsi qu'à des responsables de politiques gouvernementales, organismes communautaires, professionnels de la santé, commissaires à la vie privée et ombudsmans, chercheurs et militants.



À l'interne

Jacqueline Gahagan se joint au c.a. du Réseau

Nous sommes heureux d'accueillir Jacqueline Gahagan à notre conseil d'administration. Jacqueline enseigne à la School of Health & Human Performance de l'Université Dalhousie depuis l'automne 1999. Elle y fait également partie des départements de santé communautaire et d'épidémiologie, de sciences infirmières, d'études du développement international et d'études féministes. Ses domaines de recherche incluent la santé sexuelle et génésique; la prévention du VIH/sida et de l'hépatite C et les soins, les traitements et le soutien; la réduction

des méfaits; l'injection de drogue; et les questions liées aux politiques de santé publique (comme l'accès aux ressources de santé pour les populations marginalisées). Auparavant, Jacqueline a travaillé à l'élaboration et à l'évaluation de programmes de promotion de la santé liés à la prévention du VIH/sida, de l'hépatite C et du tabagisme. Elle est présentement membre de la Commission consultative sur le sida de la Nouvelle-Écosse et du Conseil ministériel sur le VIH/sida.



Nouvelles Ressources

La protection de la vie privée et la communication des renseignements personnels sur la santé – Questions juridiques pour les personnes vivant avec le VIH/sida au Canada : rapport et série de feuillets d'information (www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vieprivee.htm)

Rapport annuel 2003-2004 du Réseau juridique. Également disponibles : Plan de travail 2004-2005 et nouveau Plan stratégique 2004-2008 (www.aidslaw.ca/francais/lereseau.htm)

Dépliant sur les Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains de 2004 (www.aidslaw.ca/francais/Contenu/prix.htm)